

LE BIMENSUEL DES ORGANISMES SANS BUT LUCRATIF

/// ISSN 0755-0006 /// 31,98 € /// 1^{er} octobre 2025
/// www.juriseditions.fr

JURISassociations

725

LIBÉRALITÉS

//// Le bon usage du testament
P. 33

RECLASSEMENT

//// Le « groupe associatif » entre
les mains du juge
P. 40



GESTION ET ADMINISTRATION

L'OR DU COMMUN

//// Vie associative //// Gouvernance //// Cadre légal //// Comptabilité //// Numérique //// Services publics

P. 14

juris **DALLOZ**
Editions
Lefebvre Dalloz

SOMMAIRE

ACTUALITÉS

JO, BO & Co

- P. 6_ ■ VIE ASSOCIATIVE**
Un bilan périodique qui reflète une époque chaotique
- EN BREF
Protection de l'enfance | Protection des mineurs
- P. 7_ ■ SÉCURITÉ SOCIALE**
Cotisations patronales et frais professionnels : nouvelle donne
- PERSONNES ÂGÉES
Assouplissement du cadre de l'accueil de jour en Ehpad
- ENFANCE ET JEUNESSE
Les villages d'enfants ont droit au chapitre
- AIDE SOCIALE À L'ENFANCE
Comment améliorer les parcours de sortie?
- EN BREF
Social et médico-social | Insertion | Ehpad
- P. 8_ ■ ENVIRONNEMENT**
Comment inscrire le spectacle vivant dans la transition écologique?
- LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ
La Cour des comptes examine le pilotage étatique
- EN BREF
Sport | Établissements et services d'accueil du jeune enfant

CÔTÉ COUR

- P. 9_ ■ PRÉJUDICE ÉCOLOGIQUE**
La responsabilité de l'État engagée pour l'usage de produits phytopharmaceutiques
- P. 10_ ■ DÉFENSE DES CONSOMMATEURS**
Action de groupe infructueuse contre une société de gestion de portefeuille
- DROIT DU TRAVAIL
Revirements de jurisprudence en matière de congés payés
- MISE À DISPOSITION
Le K.O. de la commune

ACTEURS

SANS DÉTOUR

- P. 11_** «Associations, l'heure est à la mobilisation : ça ne tient plus !», par Mickaël Huet, délégué général du Mouvement associatif

ÉCHOS

- P. 12_** La sélection de la quinzaine des communiqués de presse des acteurs investis du secteur

À L'AFFICHE

- P. 13_** Colloques, appels à projets, webinaires... l'agenda des événements à ne pas manquer

DOSSIER

GESTION ET ADMINISTRATION

L'OR DU COMMUN

Partage, équité, durabilité... Ces termes semblent couler de source pour favoriser l'émergence de richesses respectueuses des divers équilibres qui structurent nos ressources. Ils peinent pourtant à trouver un écho dans un paradigme guidé par la lucrativité. Penser les ressources en « communs » gouvernés collectivement ouvre des perspectives hors normes pour replacer l'intérêt collectif au centre. Un modèle en or pour inspirer un développement pérenne et une action publique efficace?

Par Nicole Alix, Paul Bucau, Marina Carrier, Pierre-Yves Gosset, Daniel Le Guillou, Christophe Masutti et Thomas Perroud

- P. 15_** Les communs : définition, enjeux et actualité
- P. 18_** La place des associations dans la création de communs de proximité
- P. 22_** La gouvernance des communs : vers une reconnaissance juridique ?
- P. 26_** Quelle comptabilité pour les communs ?
- P. 29_** Tribune : «Préfigurer pour transformer: une stratégie d'émancipation»
- P. 31_** Les communs peuvent-ils inspirer des services publics participatifs ?

ARTICLES

P. 33_ JURIDIQUE
LIBÉRALITÉS – LE BON USAGE DU TESTAMENT
 Il est souvent difficile pour une association de savoir si le testament à son profit sera bien valable au moment du décès de son généreux bienfaiteur. Comment bien rédiger son testament et quels sont les points de vigilance ? Et quel est le rôle du notaire dans la conservation de ce dernier ?
 Par Vincent Balny

P. 36_ FISCAL
FONDS D'INVESTISSEMENT – CAPACITÉ JURIDIQUE DES ASSOCIATIONS À INVESTIR « ÉTHIQUE »
 L'exposition des portefeuilles d'actions à la bourse du marché coté conduit les associations à chercher d'autres placements de leur trésorerie. Dans ce cadre, elles peuvent souscrire ou créer des véhicules d'investissement dans des entreprises non cotées, en particulier dans des sociétés de l'économie sociale et solidaire. Cependant, cette démarche soulève plusieurs questions.
 Par Marie d'Ozouville

P. 40_ SOCIAL
RECLASSEMENT – LE « GROUPE ASSOCIATIF » ENTRE LES MAINS DU JUGE
 Dans un arrêt du 19 mars 2025, la Cour de cassation décide qu'une caisse primaire d'assurance maladie (CPAM) n'appartient pas à un groupe de reclassement au sens du code du travail. Elle nous donne ainsi l'occasion d'appréhender les contours de la notion de groupe et les obligations qui en découlent pour les employeurs du secteur associatif.
 Par Philippe Pacotte et Arthur Lampert

P. 43_ FINANCEMENT
PHILANTHROPIE – FONDATIONS D'ENTREPRISE : SPÉCIFICITÉS ET AGILITÉ
 Les fondations d'entreprise sont des structures apparues il y a environ 25 ans dans le paysage philanthropique. Plus anciennes que les fonds de dotation, elles ont su séduire de nombreuses entreprises désireuses de donner corps à leur démarche de mécénat et de philanthropie.
 Par Jérôme Eustache et Jimmy Divert

P. 46_ COURRIER DES LECTEURS

P. 47_ ABÉCÉDAIRE DE L'EXPERT

P. 48_ TABLEAU DE BORD

INDEX

Action en justice		Établissement recevant du public (ERP)	
– action de groupe	10	– accessibilité	47
– intérêt à agir	9	– sécurité	47
Aide sociale à l'enfance (ASE)		Financement	
– parcours de sortie	7	– public	6 / 11
– village d'enfants	7	Fiscalité	
Apprentissage		– fonds d'investissement	36
– contrat	46	Fondation	
Association de protection de l'environnement		– d'entreprise	43
– intérêt à agir	9	Fonds d'investissement	
Collectivité locale		– création	36
– mise à disposition d'un local	10	– don, legs et donation	36
Commun		– gestion	36
– comptabilité	26	– souscription	36
– définition	15	Frais professionnels	
– gouvernance	22	– déduction	7
– numérique	29	Groupe	
– service de proximité	18	– notion	40
– service public	31	– reclassement	40
Comptabilité		Handicap	
– commun	26	– accessibilité	47
– fondation d'entreprise	43	Insertion par l'activité économique (IAE)	
Congés payés		– parcours (d')	7
– arrêt maladie	10	Instance représentative du personnel (IRP)	
– heure supplémentaire	10	– distribution de tracts	46
Contrat de travail		– élection	46
– contrat d'apprentissage	46	Intérêt général	
– contrat de professionnalisation	46	– commun	14 à 32
Cotisations		– fondation d'entreprise	43
– famille	7	Legs	
– maladie	7	– testament	33
– patronales	7	Licenciement	
– réduction	7	– pour inaptitude	40
Défense des consommateurs		– pour motif économique	40
– action de groupe	10	– reclassement	40
Dissolution		Lutte contre la pauvreté	
– administrative	3	– politique publique	8
Emploi		Mise à disposition	
– parcours d'insertion par l'activité économique (IAE)	7	– annulation du refus	10
– sanitaire et social	8	– local communal	10
Enfance et jeunesse		Protection des majeurs	
– aide sociale à l'enfance (ASE)	7	– formation	6
– protection de l'enfance	6	– mandataire judiciaire	6
– village d'enfants	7	Sécurité sociale	
Environnement		– déduction de frais professionnels	7
– préjudice écologique	9	– réduction de cotisations	7
– responsabilité de l'État	9	Spectacle vivant	
– transition écologique	8	– transition écologique	8
Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad)		Sport	
– accueil de jour	7	– diplôme	8
– personnel	7	– mise à disposition d'un local communal	10
– rapport annuel d'activité	7	Syndicat professionnel	
Établissement ou service d'accueil du jeune enfant		– distribution de tracts	46
– prestations familiales	8	– élection	46
Établissement ou service social ou médico-social (ESSMS)		Vie associative	
– établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad)	7	– politique publique	6 / 11
– travail temporaire	7	– relations entre État et associations	6 / 11